



BILL & MELINDA
GATES foundation



41^{ÈME} CONGRÈS DES MAIRES FRANCOPHONES

Kigali, Rwanda | 2021

RÉUNIR
LES DESTINS,
RESPECTER
LES DIVERSETÉS

AIMF



41^{ÈME} CONGRÈS DES MAIRES FRANCOPHONES

Kigali, 18-22 juillet 2021





Bienvenue
Murakaza Neza

Sommaire

PRÉAMBULE	2
PROGRAMME	4
INTERVENANTS	10
QUELQUES INITIATIVES INNOVANTES DU RWANDA	26
VISITES DE SITES	32

Préambule



La Ville de Kigali est fière et heureuse d'accueillir la famille des maires francophones, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'Association Internationale des Maires des Francophones.

Ce congrès, qui est à sa 41ème édition, est placé sous le signe du partenariat entre la Mairie et la société civile. Le contexte particulier marqué par la pandémie de Covid-19 et ses effets sur l'économie globale et celle de nos pays respectifs, appelle les municipalités et les maires à trouver des solutions efficaces pour protéger la vie de nos citoyens tout en maintenant la qualité des services rendus. Ainsi, de par leur proximité et leur action au plus près des populations, une opportunité de partenariat entre la société civile et la Mairie est à saisir.

Différents panels sur la gouvernance locale, la diplomatie des maires, le vivre-ensemble et la cohésion sociale, les innovations technologiques et services rendus aux populations ainsi que les visites de terrain et les moments de convivialité ; tel est le programme du Congrès qui est conçu pour susciter l'échange et le partage d'expériences sur les modèles de partenariat souhaité entre la municipalité et la société civile. Les participants auront l'occasion de visiter quelques initiatives endogènes développées au Rwanda et les projets en cours pour améliorer les services rendus à la population grâce au numérique.

Tout en souhaitant à toutes et à tous une fructueuse assemblée générale et un agréable séjour dans la ville de Kigali,

Murakaza neza murisanga !

Pudence Rubingisa
Maire, Ville de Kigali



L'ambition de l'AIMF est de regrouper les Maires afin, qu'en ensemble, en changeant la ville, nous soyons en capacité de changer le monde.

Elle a donc pour objectif de fédérer des énergies, de promouvoir des politiques ambitieuses et responsables au service d'une urbanité plus respectueuse des populations, de l'environnement et du vivant, porter collectivement des projets qui dessinent de nouvelles perspectives au vivre-ensemble, à l'égalité femmes-hommes, au respect de toutes les diversités.

En suivant ce fil rouge, l'AIMF agit chaque jour pour mettre en place, dès l'échelon local, des solutions concrètes qui prouvent que l'avenir se construit ensemble et pour chacun. C'est tout le sens du Congrès de Kigali associant les élus locaux et la société civile pour plus de dynamisme dans le développement, pour une meilleure réponse aux crises, notamment sanitaires ou sociales.

En effet, les Maires entendent évoluer dans le dialogue et la bienveillance afin de faire progresser l'État de droit, les droits humains, le contexte économique local.

En s'inspirant de l'expérience de Kigali, ils entendent aussi contribuer à la maîtrise de la diversité, de la complexité de leur territoire et des jeux d'acteurs, à réduire l'opposition entre droits de la ville et droits à la ville. Cette maîtrise ne passe pas seulement par une formation à la gestion administrative et financière, mais par une évolution profonde des manières de faire et de gouverner.

Pierre BAILLET
Secrétaire Permanent, AIMF

PROGRAMME

Dimanche 18 juillet

Événement

Arrivée des participant.e.s

Accueil aéroport, transfert hôtel

Lundi 19 juillet

Colloque international sur la planification familiale et l'égalité femmes / hommes

Temps	Événement
08 h 30	Installation des participant .e.s dans la salle
09 h 00	Séance officielle d'ouverture Animateur : M. Parfait ISHUNGURE
	En présence de: • M. Pudence RUBINGISA, Maire de Kigali : Discours de bienvenue • Mme Perri SUTTON, Chargé principal des programmes de santé, Fondation Bill & Melinda Gates (vidéo) : témoignage de la Fondation en qualité de partenaire financier de l'Initiative pour la Santé et la Salubrité en Ville (ISSV) • M. Arnaud NGATCHA, Adjoint à la Maire de Paris en charge des Relations internationales et de la Francophonie (vidéo) : enjeux de planification familiale et d'égalité femmes - hommes, vision de la Ville de Paris • M. Robert Beugré MAMBE, Ministre-Gouverneur du District Autonome d'Abidjan, Secrétaire général de l'AIMF : l'implication du réseau AIMF en faveur de la planification familiale et de l'égalité femmes - hommes • M. José Luis CASTRO, PDG de Vital Stratégies (vidéo) : témoignage d'un acteur international de santé publique • Dr Daniel NGAMIEJE, Ministre de la Santé du Rwanda : clôture de la session.
	Projection du film AIMF sur le volet santé de l'Initiative pour la Santé et la Salubrité en Ville (ISSV)
10 h 15	Pause-café
10 h 45	Message vidéo de M. Fodé Simaga, Directeur Fast track Cities - ONU Sida

11 h 00	Panel n° 1: Planification familiale et santé des jeunes Animatrice: Mme Lydie HAKIZIMANA, Directrice Générale « African Institute for Mathematical Sciences (AIMS) »
	En présence de: • En présence de : • Mme Nadine UMUTONI GATSINZI, Vice- Maire de Kigali • M. Vincent KOUAOH N'CHO, Vice-Gouverneur du District Autonome d'Abidjan • M. Bourahima SANOU, Maire de Bobo Dioulasso • Mme Fatim T-DIALLO, Chargée d'Innovation et Accompagnement, OING Equipop • Mme Sandrine UMUTONI, Directrice Générale de la Fondation Imbuto
12 h 00	Panel n° 2 : Offres de services de santé municipaux Animatrice: Mme Aude NYADANU, Fondatrice et Dirigeante de Lowpital
	En présence de: • M. Naïna ANDRIANTSITOHAINA, Maire d'Antananarivo • M. Bonaventure UWAMAHORO, Maire du District de Nyamagabe • Dr Valérie LEDOUR, Médecin, Responsable en Santé Sexuelle et Reproductive à la Direction de la Famille et de la Petite Enfance, Ville de Paris (en visioconférence) • Dr. Sabin NSANZIMANA, Directeur Général du Centre Biomédical du Rwanda • Dr Séлом Komlan NOUSSUKPOE, Association Togolaise du Bien-Être Familial (ATBEF)
13 h 00	Déjeuner sur place
14 h 15	Installation des participants dans la salle
14 h 30	Panel n° 3: Pour des actions concertées et un plaidoyer commun, planification familiale et égalité femmes / hommes Animatrice: Mme Cyrine BEN MLOUKA, Experte-Comptable, Présidente du Réseau des Femmes Leaders du Maghreb (RFLM)
	En présence de: • Luc Sétondji ATROKPO, Maire de Cotonou, Président de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) • Mme Mireille BATAMULIZA, Directrice Générale chargée de la Promotion de la Famille, Ministère rwandais du Genre et de la Promotion de la Famille • Mme Yawa Ahofa KOUIGAN, Maire d'Ogou 1, Présidente de la Faitière des Communes du Togo (FCT) • Mme Christine MAUGET, Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF) • Mme LaToya CANTRELL, Maire de la Nouvelle d'Orléans (Vidéo)
15 h 30	Pause-café
15 h 45	Conclusions et recommandations par Mme Céline PAPIN, Adjointe au Maire de Bordeaux, chargée des coopérations territoriales, européennes et internationales, Ville de Bordeaux: Commission permanente de l'AIMF sur le Genre Engagement des Maires en faveur de l'égalité femmes-hommes
16 h 30	Fin des travaux
19 h 00	Dîner à l'hôtel Serena organisée par AIMF

Mardi 20 juillet

Quelle urbanité pour les villes francophones ? Le Maire et la société civile

Temps	Événement
08 h 45	Installation des participants dans la salle
09 h 00	Séance d'ouverture Honorable Jean Marie Vianney GATABAZI, Ministre de l'Administration Locale du Rwanda (Invité d'honneur) M. Pudence RUBINGISA, Maire de la Ville de Kigali Pr Slim KHALBOUS, Recteur de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), Ancien Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en Tunisie
09 h 15	Panel n° 1 : « Les politiques de gouvernance locale en phase avec la société civile » A la lumière de l'expérience rwandaise, ce panel discute des modèles de partenariat entre la municipalité et la société civile.
	Président: M. Adama SANGARÉ, Maire de Bamako Animateur: Dr. Éric NDUSHABANDI, Directeur de l'Institut de Recherche et du Dialogue pour la Paix de Kigali En présence de: <ul style="list-style-type: none">• Mme Alice KAYITESI, Gouverneure de la Province du Sud au Rwanda• M. Ousmane SAKO, Expert en administration publique territoriale, Directeur national de la décentralisation en Guinée et Spécialiste de la gouvernance participative incluant les acteurs de la société civile• Cheffe du Département de la prestation de services, de la bonne gouvernance et du Forum d'actions conjointes de développement au Rwanda, à l'Office Rwandais de la Gouvernance (RGB)• Mme Giulia MACI, Responsable programme "Villes pour les Femmes" de Cities Alliance, qui se déroule en Tunisie (en visioconférence)• Mme Antonella VALMORBIDA, Secrétaire Générale d'ALDA, Association Européenne pour la Démocratie Locale
10 h 30	Pause-café
10 h 45	Panel n° 2: Société civile, vivre-ensemble et cohésion sociale Ce panel a pour objectif d'éclairer les participants sur la coopération stratégique entre la municipalité et les organisations de la société civile pour relever les défis du vivre-ensemble et la cohésion sociale.
	Présidente: Mme Souad ABDERRAHIM, Maire de Tunis Animatrice: Mme Jeanine MUNYESHURI, Économiste En présence de: <ul style="list-style-type: none">• M. Christian Mawugnon HOUËTCHÉNOU, Maire de Ouidah: Centre culturel international de rencontres au Bénin• Hon. Jeanne D'Arc GAKUBA, Ancienne Sénatrice et ancienne Vice-Maire de Kigali en charge de la Promotion du genre et des femmes puis du Développement social• Mme Djaiili AMADOU AMAL, Écrivaine, Prix Goncourt des Lycéens, Prix littéraire francophone AIMF 2021(en visioconférence)

	<ul style="list-style-type: none"> • M. Gregor STANGHERLIN, Responsable du Plan de Cohésion Sociale de la ville de Liège (en visioconférence) • Abbé Consolateur INNOCENT, Commissaire, Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation, Rwanda • M. Carlos MORENO, Professeur à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et directeur scientifique de la Chaire ETI (Entrepreneuriat Territoire Innovation) • Mme Wafa TOUIHRI, Enseignante à la Faculté des Sciences humaines et sociales de Tunis.
12 h 30	Déjeuner sur place
14 h 00	Panel n° 3: Diplomatie des Maires et diplomatie citoyenne Ce panel s'inspire des expériences de collaboration et de partenariat développées entre les villes transfrontalières de la région des Grands-Lacs pour proposer un modèle de diplomatie des Maires.
	Président: M. Darius MUKUNDU SUMUNI, Maire de Bukavu Animateur: M. Ladislas NGENDAHIMANA, Secrétaire général de la RALGA (Association rwandaise des collectivités locales) Vidéo sur l'interaction entre les villes transfrontalières de la Région des Grands Lacs En présence de: <ul style="list-style-type: none"> • M. Georges MAGAMBO BUDUNDWA, Secrétaire exécutif de la PALPGL (Plateforme des Autorités Locales des Pays des Grands Lacs) • M. Lorenzo KIHLGREN GRANDI, Docteur en Études Politiques à l'EHESS de Paris et à la LUISS de Rome et enseigne City Diplomacy à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po - PSIA) et à l'École Polytechnique • Mme Cyrine BEN MLOUKA, Présidente du Réseau des Femmes Leaders du Maghreb • M. Freddy MBONIMPA, Ancien Maire de la Ville de Bujumbura • M. Ange SEBUTEGE, Maire de Huye, Rwanda
15 h 30	Pause-café
15 h 45	Panel n° 4 : Innovations technologiques et services rendus aux populations L'objectif de ce panel est d'explorer les opportunités technologiques qui facilitent les municipalités et la société civile tout en répondant aux besoins des citoyens en matière de gouvernance et des services rendus à la population.
	Président: M. Luc Sétondji ATROKPO, Maire de Cotonou, Président de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) Animatrice: Mme Noëlla BIGIRIMANA, Cheffe de Division de la Recherche, de l'Innovation et de la Science des Données, Centre Biomédical du Rwanda En présence de: <ul style="list-style-type: none"> • M. Yves IRADUKUNDA, Secrétaire permanent, Ministère rwandais de l'Innovation et Technologie (ICT) • M. Ibrahim OUMAROU, Secrétaire Général du Ministère des Domaines, de l'Urbanisme et du Logement • Mme Joséphine MUKESHA, Directrice Générale de l'Agence Nationale de l'Identification (NIDA) • M. Minakpon Stanislas HOUNKANLIN, Directeur du plaidoyer de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB), Chef de projet de promotion de la Civil Tech pour une démocratie locale participative, Cité Bj • M. Christian KALIEU, Consultant en Urbanisme au Cameroun
17 h 00	Conclusions et recommandations par M. Lionel PRIGENT, Professeur des Universités à l'Institut de Géoarchitecture de Brest
19 h 00	Départ de l'hôtel pour le Centre de Conférence KCC
19 h 30	Dîner de Gala organisé par la Mairie de Kigali

Mercredi 21 juillet

Temps	Événement
09 h 00	Séance solennelle d'ouverture de la 41ème Assemblée générale Animatrice : Mme Cyrine BEN MOULKA
	Son Excellence Dr Édouard NGIRENTE, Premier Ministre du Rwanda ,Invité d'honneur En présence de : <ul style="list-style-type: none"> • Madame Anne HIDALGO, Présidente de l'AIMF, Maire de Paris • M. Pudence RUBINGISA, Maire de Kigali • Ambassadeur Désiré Nyaruhirira, Conseiller Spécial de la Secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie • Madame Marlène HOLZNER, Cheffe de l'Unité Autorités locales, Organisations de la Société civile et Fondations, DG INTPA, Commission européenne (vidéo)
10 h 00	Élection de la Femme francophone AIMF 2021
	Témoignages Modérateur : Lionel PRIGENT <ul style="list-style-type: none"> • Mme Rachel KHAN, Actrice, Écrivaine, Juriste, Prix du livre politique 2021 pour « Racée » • Mme Wafa TOUIHRI, Enseignante universitaire à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis • Mme Marie Immaculé INGABIRE, Présidente de Transparency International Rwanda • Mme Jean D'arc KANAKUZE, Directrice exécutive de Pro-Femmes/Twese Hamwe (PFTH) • Dr. Jean Damascène BIZIMANA, Secrétaire Exécutif du Commission National de Lutte contre le Génocide • M. Jacques FREDJ, Directeur du Mémorial de la Shoah
11 h 30	41ème Assemblée générale <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour de la liste des membres • Approbation du compte rendu de la 40ème Assemblée générale de l'AIMF tenue à Tunis, le 10 décembre 2020 • Rapport d'activité 2020 présenté par le Secrétaire général • Rapport sur l'exécution du budget 2020 et présentation des comptes • Approbation des comptes et des rapports de l'exercice 2020 • Adoption du projet de Budget 2022 • Admission des nouveaux membres • Fixation de la date, du lieu et du thème des prochaines manifestations de l'AIMF • Mot de clôture
13 h 00	Déjeuner sur place
15 h 00	Visite du site du Mémorial du génocide de Kigali (KGM)
16 h 00	Visite du Musée de la Campagne contre le génocide
	Après midi libre
	Premiers départs des participants

Jeudi 22 juillet

Évènements
Les participants seront répartis en 4 groupes (places limitées) pour visiter les sites suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. Modèle d'habitat intégré, District de Musanze 2. Protection sociale VUP : District de Gasabo 3. Expériences de e-services (services en ligne) au niveau local : District de Kicukiro 4. Agents de Santé communautaire (ASC) : District de Gasabo



INTERVENANTS

19 juillet

Panel N°1



Mme Lydie HAKIZIMANA | Fondatrice et Directrice Générale de Happy Hearts

Mme Lydie HAKIZIMANA est fondatrice et directrice générale de Happy Hearts, un réseau de crèches et maternelles alliant éducation de qualité à un prix abordable, basé sur la pédagogie Montessori et de Drakkar, il comprend aussi une maison d'édition spécialisée dans la publication et l'impression de manuels scolaires à destination des apprenants et enseignants rwandais. Lydie HAKIZIMANA est également directrice générale d'AIMS, un institut international de recherche, d'accompagnement et d'encadrement des meilleurs étudiants scientifiques du continent africain, et lauréate du Prix AIMP de la Femme Francophone 2021.



Nadine Umutoni Gatsinzi | Vice-Maire de la Ville de Kigali

UMUTONI Gatsinzi Nadine est Vice - Maire de la Ville de Kigali, chargée des Affaires socio-économiques, depuis août 2019. Avant de rejoindre la Mairie de Kigali, Nadine était Secrétaire permanente au Ministère du Genre et de la Promotion de la Famille, pendant plus de 3 ans. Avant cela, elle a travaillé pendant 6 ans à l'Agence Rwandaise de la Gouvernance (RGB) en tant que directrice générale de la recherche. Elle a également été chargée de cours à la Faculté de droit et coordinatrice du programme de maîtrise en Droit des Affaires. Nadine a un Master en Droit public et Bonne Gouvernance de l'Université d'Utrecht (Pays-Bas, 2007) et une Licence en Droit de l'Université du Rwanda(2005).



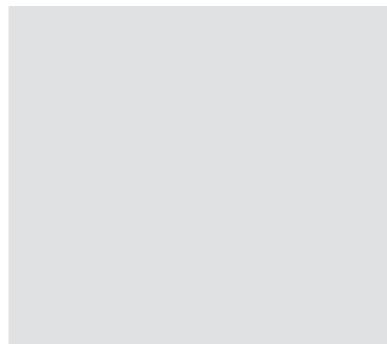
M. Vincent Kouah N'CHO | Vice-Gouverneur du District Autonome d'Abidjan

M. Vincent Kouah N'CHO est vice-gouverneur du District Autonome d'Abidjan, chargé des questions financières et des relations internationales. A ce titre, il est vice-président de l'Association des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI). Entré en politique à travers le Mouvement des Élèves et Étudiants de Côte d'Ivoire (MEECI), il est depuis 1985, conseiller municipal à la Mairie d'Attécoubé. M. N'CHO est Attaché des Finances de classe exceptionnelle à la Direction Générale du Budget.



M. Bourahima SANOU | Maire de Bobo Dioulasso

Bourahima Sanou est Maire de la Commune de Bobo-Dioulasso depuis juin 2016 et Vice-Président de l'Association des Municipalités du Burkina Faso. Juriste et administrateur des collectivités territoriales, il est ancien Secrétaire général du Conseil régional des Hauts-Bassins, ancien responsable terrain de l'Organisation des Concours Directs de la Fonction publique de l'Etat dans la région de l'Ouest, et ancien directeur des affaires générales du Haut-commissariat de Bobo-Dioulasso (province du Houet).



Mme Fatim T-DIALLO | Chargée d'Innovation et Accompagnement, OING Equipop

Fatim Tambadou Diallo est chargée d'Innovation et « Référente Mali, Bénin et Guinée » à Équilibres et Populations (Equipop), pour les actions d'accompagnement technique en ingénierie de projets, de mobilisation sociale et politique en faveur des DSSR des adolescent·e·s et jeunes. Avant Equipop, Fatim a travaillé, pendant 10 ans, dans la coopération internationale notamment pour le Système des Nations Unies et l'Organisation Internationale de la Francophonie, en Afrique, en Asie, aux Etats-Unis et en France. Elle est diplômée de Masters de Sciences Po Bordeaux et de l'Université Montesquieu Bordeaux IV.



Mme Sandrine Umutoni | Directrice Générale de la Fondation Imbuto

Sandrine Umutoni est passionnée par son pays le Rwanda, le développement des communautés, les sciences sociales, les industries culturelles et créatives, ainsi que la découverte de nouvelles cultures. En 2015, Mme Umutoni a rejoint la Fondation Imbuto. Basée à Kigali, la Fondation Imbuto a été fondée en 2001 par S.E. Jeannette Kagame, Première Dame de la République du Rwanda afin de contribuer au développement d'une société rwandaise, en bonne santé, instruite et prospère.

Mme Umutoni débute à la Fondation Imbuto en tant que chargée de communication, avant d'être promue Directrice Générale en 2016. Avant cela, Mme Umutoni a travaillé avec des communautés de réfugiés et d'immigrés à Atlanta, en Géorgie. Elle a également travaillé dans les domaines de l'éducation, la recherche de politique, la promotion de l'accès aux arts et à la littérature, aux États-Unis et au Rwanda.

INTERVENANTS

Panel N°2



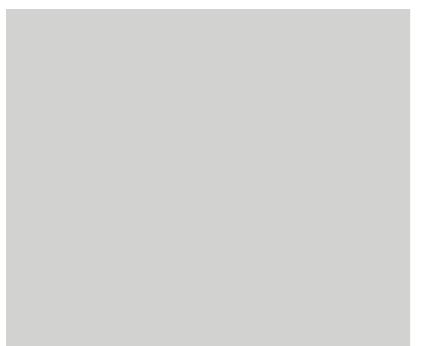
M. Naïna ANDRIANTSITOHAINA | Maire d'Antananarivo

Naina Andriantsitohaina est actuellement le Maire de la ville d'Antananarivo, capitale de Madagascar. Né le 21 Septembre 1963 à Toamasina, il est diplômé en maîtrise en Économie et Finance et d'un DESS en Contrôle de Gestion et Finances, de l'Université d'Orléans. Figure emblématique du paysage économique malgache, il a défendu le secteur privé en tant que Président du Groupe des Entreprises de Madagascar (GEM) et du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM). Face au constat du délitement moral et économique du pays, il décide de s'engager politiquement et devient Ministre des Affaires étrangères en 2019. En janvier 2020, il est élu Maire de la capitale.



M. Bonaventure UWAMAHORO | Maire du District de Nyamagabe

M. Bonaventure UWAMAHORO est le Maire de NYAMAGABE depuis février 2018. Il est titulaire d'un Master en Études du Développement, obtenu en 2010 à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement de Genève. Il a une grande expérience dans la fonction publique, car il a d'abord travaillé comme agent du Fond de Développement Communautaire au Programme Ubudehe en 2011 ; et puis comme Directeur de la Planification, du Renforcement des capacités et de la Réforme de la fonction publique au Ministère de la Fonction Publique entre 2012 et 2016 ; période pendant laquelle il a activement participé à la restructuration des institutions publiques, opérée par le Gouvernement Rwandais en Juillet 2014. Il a également travaillé brièvement comme chef du département chargé de la planification et du renforcement des capacités des ressources humaines à l'ancien Office Rwandais de Développement des capacités et services d'emploi entre Janvier 2017 et Février 2018.



Dr Valérie LEDOUR | Médecin, Responsable en Santé Sexuelle et Reproductive à la Direction de la Famille et de la Petite Enfance, Ville de Paris

Dr. Valérie Ledour est diplômée de médecine de l'Université Pierre et Marie Curie. En 2012 elle est devenue la Cheffe de Service du Pôle santé - Direction Protection Maternelle et Infantile au Conseil Général de l'Essonne, et depuis 2016 elle est Médecin Responsable en Santé Sexuelle et Reproductive à la Direction de la Famille et de la Petite Enfance de la Ville de Paris



Dr. Sabin NSANZIMANA | Directeur Général du Centre Biomédical du Rwanda

Dr. Sabin NSANZIMANA est le directeur général du Centre Biomédical du Rwanda (RBC). Il possède une vaste expérience dans la conception de programmes de lutte contre le Sida, la planification stratégique, la mise en œuvre et la recherche opérationnelle, en mettant l'accent sur les soins et le traitement des personnes vivant avec le VIH. Dr. Sabin est médecin de formation et titulaire d'une Maîtrise en Épidémiologie clinique de l'Université du Rwanda, ainsi que d'un doctorat en Épidémiologie de l'Institut Bâlois d'Épidémiologie Clinique et de Bio-statistique de l'Institut Suisse de Santé Publique et Tropicale, Université de Bâle, Suisse.



Dr Sélom Komlan NOUSSOUKPOE | Association Togolaise du Bien-être Familial (ATBEF)

Dr. Sélim Komlan Noussoukpo est chef du département des programmes de l'Association Togolaise pour le Bien-Etre Familial (ATBEF). Diplômé de l'Université de Lomé en Sciences de la Population et du Développement, il a été spécialiste chargé du renforcement des capacités au PNUD, avant de rejoindre l'ATBEF en 2009.



Mme Aude NYADANU | Fondatrice et dirigeante de Lowpital

Aude NYADANU, chimiste, décroche son BAC à 16 ans et intègre une classe préparatoire dans l'établissement Louis-le-Grand. Elle réussit les concours d'ingénieurs haut la main et rentre à Polytechnique en 2011, pour obtenir son master en chimie moléculaire, quatre ans plus tard. Elle a obtenu la bourse France L'Oréal-Unesco pour les femmes et la science et travaille sur la production de médicaments écologiques et économiques. Elle a lancé le projet Lowpital (contraction de « low tech » et « hôpital »), en parallèle de sa thèse, avec lequel elle organise des hackathons santé. Le principe est de réunir, pendant 48 heures des personnes de tous horizons et formations, sur un sujet, afin de proposer des solutions innovantes. Aude Nyadanu est également lauréate du Prix AIMF de la Femme Francophone 2020.

Panel N°3



Mme Cyrine Ben Mlouka | Présidente du Réseau des Femmes Leaders du Maghreb. Animatrice

Mme Cyrine Ben Mlouka est experte-comptable et ancienne Trésorière de la Chambre tunisienne des femmes chefs d'entreprise. Elle a reçu en 2017 le premier Prix AIMF de la Femme francophone pour son engagement en faveur de l'entrepreneuriat féminin et de la société civile. Son engagement pour le développement des territoires à travers un dialogue international renforcé et une meilleure articulation entre les réseaux de femmes et les autorités locales se poursuit aujourd'hui à travers le Réseau des Femmes Leaders du Maghreb - RFLM -, dont la création a été accompagnée par l'AIMF.

INTERVENANTS



M. Luc Sétondji ATROKPO | Maire de Cotonou, Président de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB)

M. Atrokpo, actuel Maire de Cotonou, est aussi, depuis 2015, Président de l'Association Nationale des Communes du Bénin. Il s'est très tôt engagé à l'intégration et à l'ancrage de la santé et de l'égalité femmes-hommes dans le développement local en tant que Maire de la commune de Bohicon de 2008 à 2020. Juriste de formation, son leadership lui a aussi permis d'assurer pendant 7 ans la présidence des 9 communes de l'Union des Communes du Zou (UCOZ), pionnière dans le pilotage de projets de promotion de la santé sexuelle et de la reproduction à l'échelle intercommunale au Bénin. Il est également le Vice-président du Conseil des Collectivités Territoriales de l'Espace UEMOA (CCT-UEMOA).



Mme Mireille BATAMULIZA | Directrice générale chargée de la promotion de la famille au Ministère rwandais du Genre et de la Promotion de la Famille

Mme Mireille Batamuliza est une activiste sociale avec plus de 10 ans d'expérience en gestion des projets dans le domaine de la santé, l'éducation et le développement social des groupes les plus vulnérables, y compris les femmes et les jeunes, particulièrement les jeunes filles, et ceux qui sont affectés par les problèmes sociaux.



Mme Yawa Ahofa KOUIGAN | Maire d'Ogou 1, Présidente de la Faitière des Communes du Togo (FCT)

Yawa Ahofa Kouigan est Maire de la ville d'Atakpamé, commune Ogou 1, depuis le 13 septembre 2019. Elle a marqué l'histoire de cette commune de 126 000 habitants en devenant la première femme à accéder à cette position. Cette juriste de formation piquée par le virus de la politique s'affilie à un parti en 2012 et se lance dans une vie de militante. Yawa Kouigan a rejoint, depuis une dizaine d'années, le cabinet du Président de la République où elle est directeur adjoint de l'information et de la communication. Elle est très engagée pour les questions majeures de société au nombre desquelles la scolarisation des filles, la place des femmes dans la vie publique, la préservation de l'environnement et la culture de la paix.



Mme Christine MAUGET | Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF)

Après avoir été militante syndicale, Christine Mauget fut militante bénévole au Planning Familial depuis 1996. Elle est co-présidente de la fédération du Planning Familial de Nouvelle Aquitaine après avoir été membre du Bureau National et est actuellement en charge des programmes internationaux au Planning Familial. Christine Mauget est également membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

20 juillet



Pr Slim KHALBOUS | Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie

Pr Slim KHALBOUS, Recteur de l'AUF, depuis décembre 2019, est professeur des universités en Sciences de Gestion. Il a été Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en Tunisie entre 2016 et 2019 et en parallèle Ministre de l'Éducation par intérim. Enseignant depuis 25 ans, il est professeur permanent dans les universités tunisiennes et professeur-invité dans plusieurs universités en France, au Maroc et au Liban. Il a également été Doyen élu de HEC Tunis - Université de Carthage de 2011 à 2016. Il a publié plusieurs articles dans le domaine du management interculturel, de l'esprit d'entreprise et de la communication marketing. Il est aussi entrepreneur fondateur de deux entreprises dans le domaine du développement stratégique, des études de marché, de la communication et des TIC et un initiateur de projets dans la société civile et le monde associatif.

Panel N°1



M. Adama SANGARÉ | Maire de Bamako

Après avoir été successivement le 3^{ème} adjoint responsable de l'Etat civil, le 2^e adjoint, chargé de l'état civil, du recensement, des affaires administratives et juridiques à la mairie de la Commune III, président de la commission Jumelage et coopération du District, de 1998 à 2007, Adama, Sangaré est maire de Bamako depuis le 6 juillet 2007. Il est titulaire d'une maîtrise en Droit Privé de l'École Nationale d'Administration du Mali et d'un Master en Business Administration de l'Ecole des Sciences et de Gestion de l'Université du Québec à Montréal.

INTERVENANTS



Mme Alice KAYITESI | Gouverneure de la Province du Sud au Rwanda

Alice Kayitesi est la gouverneure de la province du Sud, un poste qu'elle occupe depuis juillet 2020. Avant sa nomination au poste de gouverneur, elle était maire du district de Kamonyi depuis 2017. Alice détient un diplôme de Maîtrise en Gestion de Projets de Mount Kenya University et une License en Éducation.



Dr. Solange MUKAMURENZI | Chef de Département de la Prestation de services, de la Bonne gouvernance et du Forum d'Action Conjointe pour le Développement (JADF), Rwanda Governance Board (RGB).

Dr. Solange Mukamurenzi est chef du Département de la Prestation de Services, de la Bonne Gouvernance et du Forum d'actions conjointes pour développement, à l'Office Rwandais de la Gouvernance (RGB). Elle est titulaire d'un doctorat en informatique de l'Université d'Örebro, Suède; une maîtrise en informatique et technologies de l'information de l'Université de St. Andrews, au Royaume-Uni. Elle détient aussi un diplôme d'études supérieures en développement du leadership dans les TIC et la Société du Savoir de l'Université de Dublin City en Irlande. Enseignante et chercheure, ses recherches récentes portent sur l'évaluation des services gouvernementaux en ligne.



M. Ousmane SAKO | Expert en administration publique territoriale, Directeur national de la décentralisation en Guinée et Spécialiste de la gouvernance participative incluant les acteurs de la société civile

Actuellement Directeur National Adjoint de la décentralisation en Guinée, M. Ousmane SAKO est un expert qualifié avec plus de 20 ans d'expériences professionnelles dans les domaines de réforme de l'État, de décentralisation, de déconcentration et de développement local intégré. Expériences acquises dans près d'une dizaine de pays africains et en France dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politique et stratégie d'appui à la restructuration de l'administration publique, à la gestion des collectivités locales et à la gouvernance participative des services publics locaux etc. Expert principal puis chef de mission du Programme d'Appui Sectoriel à la Décentralisation et à la Déconcentration financé par l'UE en Guinée (2015-2019), il a accompagné la mise en place des plateformes et instances pour une meilleure participation des populations à la vie locale, une implication des associations d'usagers dans le bon fonctionnement des services publics locaux et un meilleur contrôle citoyen au niveau local.



Mme Giulia MACI | Urbaniste spécialiste de la dimension de genre dans le développement urbain

Mme Giulia MACI, est urbaniste spécialiste de la dimension de genre dans le développement urbain, l'engagement des jeunes et la planification d'actions communautaires. Elle a travaillé dans plus de 20 pays en Afrique, en Asie, en Europe, et en Amérique latine. Elle travaille actuellement en tant que spécialiste urbaine à Cities Alliance – UNOPS à Bruxelles, où elle coordonne le programme mondial « Cities for Women », qui se déroule en Tunisie.



Mme Antonella VALMORBIDA | Secrétaire Général d'ALDA, Association Européenne pour la Démocratie Locale

Mme Antonella Valmorbida est une experte de haut niveau en matière de gouvernance locale et de démocratie participative au niveau local. Elle a développé et dirigé l'ALDA, l'Association européenne pour la démocratie locale, en tant que Secrétaire Générale depuis sa création en 1999. Elle est impliquée dans l'analyse de la gouvernance locale, la mise en œuvre de projets, la gestion et le travail de plaidoyer dans les pays de l'Union Européenne et en particulier les pays balkans, les pays du Partenariat Oriental (EaP) et de la zone Méditerranée (Afrique du Nord et Moyen Orient).



Dr. Eric NDUSHABANDI | Professeur des Universités, Université du Rwanda

Dr. Eric Ndushabandi est Docteur en Sciences politiques de l'Académie Louvain en Belgique, il est Professeur de science politique à l'Université du Rwanda. Il est Directeur de l'Institut de Recherche et Dialogue pour la Paix au Rwanda. Son domaine d'expertise et ses recherches portent principalement sur les questions liées à la Gouvernance, à la Mémoire et à l'Identité dans les contextes post-conflits.



INTERVENANTS

Panel N°2



Mme Souad ABDERRAHIM | Maire de Tunis

Active opposante et emprisonnée durant la Présidence Ben Ali, elle est élue le 23 octobre 2011 à l'Assemblée Constituante, représentant le parti Ennahdha dans la circonscription de Tunis. Elle présidera la commission parlementaire sur les Droits de l'homme et les libertés. Puis, candidate à la mairie de Tunis lors des élections municipales de 2018, elle est élue le 3 juillet, après la réunion du Conseil municipal où elle obtient 26 voix contre 22. Elle devient la première femme maire de Tunis.



M. Christian Mawugnon HOUÉTCHÉNOU | Maire de Ouidah, Benin

M. Christian Mawugnon HOUETCHENOU est Spécialiste des Finances Publiques et du Développement Local. De Nationalité Béninoise, il fut fonctionnaire du Ministère des Finances du Bénin, ensuite Conseiller technique en charge des finances publiques à la Coopération Allemande (GIZ), avant d'être élu Maire de la Commune de Ouidah au Bénin en Juin 2020.



Mme Jeanne d'Arc GAKUBA | Ancienne Sénatrice et ancienne Vice-Maire de la Ville Kigali en charge de la Promotion du genre et des Femmes puis du Développement social

Mme Jeanne d'Arc GAKUBA fut une fonctionnaire de l'Etat expérimentée. Elle est actuellement présidente d'un groupe consultatif auprès de l'OMS région Afrique en matière de santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent. Elle possède une vaste expérience dans la gestion des institutions publiques, la gouvernance et l'exécution des politiques sociales pour avoir servi comme Vice-présidente du Sénat du Rwanda pendant huit ans (8), après avoir été la Maire Adjointe de la Ville de Kigali pendant dix ans (10). Elle a aussi contribué à l'avancement de l'égalité des genres, du renforcement des capacités des femmes et du développement communautaire en tant que coordinatrice des programmes dans les organisations de la société civile telle que Pro Femmes Twese Hamwe et Le Centre de formation et de recherche coopérative Iwacu. Mme Jeanne d'Arc GAKUBA est titulaire d'une maîtrise en Études du Développement, d'une Licence en Géographie et d'un baccalauréat en Histoire.



Mme Jeanine MUNYESHULI | Économète

Mme Jeanine Munyeshuli est actuellement basée à Kigali, au Rwanda. Elle est née de parents rwandais en exil. C'est pour y étudier qu'elle a atterri à Genève en 1994, laissant derrière elle un million des siens emportés par le génocide. Elle est aujourd'hui chercheuse sur le génocide perpétré contre les Tutsis et engagée dans la lutte contre l'idéologie du génocide. Jeanine est économète et travaille dans le secteur financier en tant que consultante.



Mme Djaiili AMADOU AMAL | Écrivaine, Prix Goncourt des Lycéens, Prix littéraire francophone AIMF 2021

Mme Djaiili AMADOU AMAL est une écrivaine et militante féministe camerounaise, Prix Goncourt des Lycéens et Prix Littéraire de l'AIMF pour son roman *Les impatiences*. Présidente-fondatrice de l'association Femmes du Sahel, elle œuvre pour l'éducation et le développement de la femme dans le Sahel camerounais..



Abbé Innocent CONSOLATEUR | Commissaire, Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation, Rwanda

Abbé Innocent CONSOLATEUR est prêtre, vicaire épiscopal de l'Archidiocèse de Kigali, et Curé de la paroisse cathédrale St Michel. Abbé Innocent est titulaire d'une License en Théologie Morale de l'Université de Fribourg, Suisse et expert en gestion en gestion des conflits et communication non-violente (formation à l'Université de Paix de Namur/ Belgique).



M. Gregor STANGHERLIN | Responsable du Plan de Cohésion Sociale de la ville de Liège

M. Gregor STANGHERLIN est Docteur en Sociologie. Assistant à l'Université de Liège de 1997 à 2004 et enseignant à la Haute École Mosane (Helmo) de 2008 à 2018 en sociologie et analyse de politiques sociales, il dispose d'une longue expérience comme chef de projet : Rénovation urbain du quartier Saint-Léonard de 2006-2013 et depuis 2014 du Plan de cohésion sociale à la Ville de Liège.

Il a participé à différents projets européens (Reliance ESF, Sun et N-POWER Interreg, Solidify, Urbact roof). Il a publié sur l'engagement dans les ONG, les politiques de la ville, les migrants, la participation citoyenne et les méthodologies de diagnostic. Analyse d'une façon interdisciplinaire des enjeux sociaux, orienté vers l'action, développe des projets concertés et interinstitutionnels, proactif, bienveillant, respectueux, responsable et défenseur du bien public.



M. Carlos MORENO | Professeur à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et directeur scientifique de la Chaire ETI (Entrepreneuriat Territoire Innovation)

M. Carlos MORENO est Directeur scientifique de la Chaire « Entrepreneuriat-Territoire-Innovation », Université Panthéon Sorbonne à l'IAE de Paris. Il est reconnu comme chercheur de renommée internationale à l'esprit novateur pour ses travaux pionniers et son approche unique des questions urbaines. Il est également conseiller scientifique de personnalités nationales et internationales de haut niveau, notamment en tant qu'envoyé spécial Smart City de la Maire de Paris. Il travaille au cœur d'enjeux d'envergure internationale de par ses recherches, apportant un regard innovant sur les enjeux urbains et proposant des solutions aux enjeux auxquels sont confrontées les villes, métropoles et territoires au XXIe siècle.

INTERVENANTS



Mme Wafa TOUIHRI | Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis

Pr. Wafa TOUIHRI, est Maître assistante à la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis et artiste peintre. Pédagogue avec une expérience de plus de 11 ans d'enseignement et d'encadrement des étudiants immigrés subsahariens en Tunisie, elle a soutenu une thèse de doctorat en 2015 sur : « Intégration des étudiants immigrés d'Afrique subsaharienne dans le milieu universitaire tunisien » avec un chapitre consacré à un projet de remédiation de la gestion des différences culturelles vers l'interculturel et le vivre ensemble. Artiste peintre, son art est au cœur de la démarche sociologique pour le vivre-ensemble. Entre le figuratif et l'impressionnisme, elle donne vie à son monde de visions et de sensations par un travail à partir de la lumière et des couleurs. Passionnée par l'Afrique, ses publications, conférences et expositions de peinture forment une représentation et une illustration d'un sentiment de fierté d'appartenance continentale.



M. Georges MAGAMBO BUDUNDWA | Secrétaire exécutif de la PALPGL, Plateforme des Autorités Locales des Pays des Grands Lacs

M. Georges-Michel MAGAMBO est né à Bukavu, en République Démocratique du Congo. Il est titulaire d'une Licence en Économie et d'une maîtrise en Administration Publique et Développement. Il est l'actuel Secrétaire Exécutif de la Plateforme des Autorités Locales des Pays des Grands Lacs (PALPGL), une structure soutenue par l'AIMF dans le cadre du partenariat avec la Commission de l'Union Européenne. Expert-comptable Agrée, M. Georges-Michel MAGAMBO a suivi plusieurs formations en gestion des projets et l'action Humanitaire. Il est agent humanitaire dans plusieurs organisations internationales œuvrant en RDC et dans la région des Grands-Lacs.

Panel N°3



M. Darius MUKUNDA SUMUNI | Maire de Bukavu

Darius Sumuni Mukunda est né à Bukavu en 1964. Il est Ingénieur technicien en Électricité industriel et fonctionnaire de l'État dans l'Administration des impôts depuis 1992. Il a été nommé Maire adjoint à la Mairie de Bukavu en janvier 2018 et présentement Maire ai de Bukavu depuis janvier 2021.



M. Lorenzo KIHLGREN GRANDI | Docteur en Études Politiques à l'EHESS de Paris et à la LUISS de Rome et enseigne la Diplomatie des Villes à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po - PSIA) et à l'École polytechnique

M. Lorenzo KIHLGREN GRANDI préside le think-and-do tank « Urban Flag » et le groupe de travail Mondialisation, Territoires et Intégration auprès de l'Association Internationale des Écoles et des Instituts d'Administration (AIEIA). Son expertise s'articule autour de l'action internationale des villes et leur réponse multilatérale aux défis mondiaux tels que le développement durable, le dialogue interculturel et la transition numérique. À ce titre, il accompagne les villes et leurs réseaux dans la définition et mise en place de stratégies internationales.



M. Freddy MBONIMPA | Ancien Maire de la ville de Bujumbura, Burundi

M. Freddy MBONIMPA est né à Musaga en Mairie de Bujumbura. Il a une licence en Éducation Physique et Sportive obtenue à l'Université du Burundi. Il a travaillé dans plusieurs secteurs : au Ministère de l'éducation nationale comme Enseignant puis Directeur d'un Lycée pendant 10 ans ; à la Commission Nationale de Réinsertion, Réinstallation des Réfugiés et Sinistrés ; à la Commission Nationale des Terres et Autres Biens et à l'Office du Thé du Burundi comme Directeur Commercial. Élu deux fois (2005 et 2015) comme Député à l'Assemblée Nationale du Burundi, il a aussi été élu Maire de la ville de Bujumbura de Sept 2015 à Juillet 2020. Il est membre d'associations sportives et de développement. Il est fondateur de la PALPGL comme secrétaire général et a énormément contribué au rayonnement de cette plateforme des Maires de la région de grands lacs.



M. Ladislas NGENDAHIMANA | Secrétaire général, RALGA (Association Rwandaise des Autorités Locales)

M. Ladislas NGENDAHIMANA est un panafricaniste, analyste politique rwandais et Secrétaire Général de l'Association Rwandaise des Autorités Locales depuis mars 2018. Il est expert en administration fiscale, décentralisation, bonne gouvernance et administration locale au Rwanda. En tant que secrétaire général de RALGA, M. Ladislas NGENDAHIMANA est responsable du renforcement des capacités des élus du Gouvernement Local, du plaidoyer et de leur représentation. Il dirige une équipe d'experts dévoués et assure de bonnes relations avec les membres de l'association, le gouvernement, les partenaires de développement et les parties prenantes.

M. Ladislas NGENDAHIMANA est titulaire d'un diplôme d'associé en philosophie, d'une licence en sciences administratives et d'une maîtrise en administration des affaires de la Maastricht School of Management, aux Pays-Bas. Il a travaillé avec l'Office Rwandais des Recettes en tant que Chercheur et Analyste en fiscalité de 2002 à 2010. Il a rejoint le ministère de l'Administration Locale en février 2010 en tant qu'analyste politique et porte-parole, poste qu'il a occupé jusqu'en mars 2018. Il est membre de l'Association of MBAs (AMBA) et de l'International Assembly for Collegiate Business Education. Actuellement, il est aussi membre du comité directeur de l'Agence Nationale pour le Développement et la Protection de l'Enfant au Rwanda.

INTERVENANTS



M. Ange SEBUTEGE | Maire de Huye

M. Ange SEBUTEGE est Maire du district de Huye, Province du Sud, depuis Juin 2018. Il a une Licence en Science de l'Éducation (Mathématiques et Géographie) de l'Université Nationale du Rwanda. Il est aussi détenteur d'une maîtrise (Maastricht University) en gestion des migrations. Il a acquis une expérience d'une dizaine d'années dans la fonction publique.



M. Christian KALIEU | Consultant en Urbanisme, Cameroun

M. Christian KALIEU est consultant en urbanisme et enseignant à l'Institut de Beaux-Arts de Foumban. Ses travaux portent essentiellement sur l'aménagement et le développement local des collectivités africaines en harmonie avec leurs réalités, en privilégiant une approche low-cost et low-tech, pour leur garantir un accès aux services urbains de base.

Panel N°4



Mme Noella BIGIRIMANA | Cheffe de division de la Recherche, de l'Innovation et de la Science des Données, Centre Biomédical du Rwanda

Mme Noëlla Bigirimana dirige la Division de la Recherche, de l'Innovation et de la Science des données au Centre Biomédical du Rwanda (RBC) - l'agence nationale de mise en œuvre des politiques de la santé - relevant du Ministère de la Santé. Noëlla a précédemment occupé plusieurs fonctions, notamment celle de Fellow en médecine de précision au Forum économique mondial/ WEF, et consultante pour des projets financés par l'OMS et l'USAID au Rwanda et en Guinée-Conakry dans la période post-Ebola. Elle est titulaire d'une licence de l'Université Cornell (États-Unis) et d'une Maîtrise en Gestion et Politique de santé internationale de l'Université Brandeis aux Etats-Unis.



M. Ibrahim OUMAROU | Secrétaire Général du Ministère des Domaines, de l'urbanisme et du Logement

M. Ibrahim OUMAROU est fonctionnaire du Ministère de l'Urbanisme du Niger depuis avril 1990. Urbaniste de formation, il a assumé des responsabilités tant au niveau central que déconcentré. Entre juin 2011 et août 2017, il a été le premier adjoint au Maire de Niamey. En octobre 2017, il a été nommé, avec six autres personnalités, membre du Conseil National de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste. En septembre 2019, il retourna à son Ministère suite à sa nomination en qualité de Secrétaire Général.



Mme Josephine MUKECHA | Directrice Générale Agence Nationale d'Identification (NIDA), Rwanda

Mme Joséphine MUKECHA est la Directrice Générale de l'Agence Nationale de l'Identification (NIDA) au Rwanda depuis février 2017. Mme MUKECHA a une formation académique en gestion de base de données et plus de 10 ans d'expérience en gestion de base de données, applications pour téléphones mobiles, réseaux et télécoms, gestion de projets et du personnel. Avant d'en être directrice générale, elle était directrice du département informatique chargée des bases de données et applications au sein du même établissement pour une période de plus de 8 ans.



M. Yves IRADUKUNDA | Secrétaire permanent, Ministère Rwandais de l'Innovation et des Technologies de l'information et de la Communication (TIC)

Yves a rejoint la fonction publique après avoir travaillé pour Allan & Gill Grey Philanthropy (AGGP), où il était Directeur National du Bureau au Rwanda. Avant AGGP, il était Directeur de MASS Design Group, supervisant les opérations au Rwanda et assurant la coordination avec les autres bureaux du groupe au niveau mondial. Yves est un ancien étudiant de l'African Leadership University School of Business, où il a obtenu un MBA. Il est titulaire d'un baccalauréat en Mathématiques et en Informatique de l'Oklahoma Christian University (États-Unis).



M. Lionel PRIGENT | Professeur des Universités à l'Institut de Géoarchitecture de Brest

M. Lionel PRIGENT est Professeur à l'Institut de Géoarchitecture de Brest où il enseigne l'économie et l'urbanisme. Il étudie les politiques publiques et leurs transformations, particulièrement sur les territoires urbains.



M. Minakpon Stanislas HOUNKANLIN | Directeur du plaidoyer de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB)

M. Minakpon Stanislas HOUNKANLIN est ingénieur du développement local. Depuis 2003, il suit l'évolution du processus de décentralisation au Bénin et en Afrique, jusqu'à 2008 en tant que journaliste puis en tant qu'ingénieur, dont l'expertise est mise au service des communes et des partenaires au développement depuis maintenant une douzaine d'années. Il a participé à l'élaboration de la plupart des politiques et stratégies nationales en rapport avec la décentralisation. Il est par ailleurs très actif dans le militantisme associatif. Il est Président du mouvement associatif Jeunesse Entrepreneure et Vice-président du Collectif des cadres de l'administration publique et privée (CCAPP). Actuellement, il occupe le poste de Directeur du plaidoyer et de la mobilisation des ressources à l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) et de Chef du projet CiTé.bj - Projet de promotion de la Civic-Tech pour une démocratie locale participative.

Témoignages



Marie Immaculée INGABIRE | Présidente de Transparency International Rwanda

Mme Immaculée Ingabire est la Présidente de Transparency International Rwanda. Elle détient un Master en droit de l'Homme de l'Université de Pretoria et une Licence en Journalisme et Communication. Elle est très connue au Rwanda et dans la Région comme actrice de la société civile et militante des droits de la femme et de la lutte contre la corruption. Elle fut également éditrice du journal Imvaho Nshya. Elle a travaillé avec différentes organisations et est membre de plusieurs conseils d'administration dont celui du Réseaux des Femmes œuvrant pour le Développement Rural, Pro-Femmes/ Twese Hamwe, UNWOMEN, Rwanda Women's Net Work, entre autres.



M. Jacques FREDJ | Directeur du Mémorial de la Shoah

Directeur du mémorial de la shoah, Jacques Fredj est l'un des plus grands spécialistes des Juifs de France et des questions relatives aux déportations de masse et à l'internement au camp de Drancy. Il a publié aux Éditions Gallimard Les Juifs de France dans la Shoah (2011).



Mme Rachel KHAN | Actrice, Écrivaine, Juriste, Prix du livre politique 2021 pour « Racée »

Rachel Khan, Juriste et scénariste, a reçu le prix du Livre politique pour « Racée » (Éd. de l'Observatoire). « Les grandes et les petites choses » est son premier roman (02/2016, éd. Anne Carrière). Elle est coauteure de « Noire n'est pas mon métier » (Seuil, 2018) et l'auteure du roman « Les grandes et les petites choses » (Anne Carrière, 2016). Codirectrice de La Place, le centre culturel hip-hop de la Ville de Paris.



Mme Jeanne d'Arc Kanakuze | Présidente de Pro-Femmes/Twese Hamwe (PFTH), Rwanda

Madame Jeanne d'Arc Kanakuze dispose d'une large expertise dans le domaine du Genre. Elle est titulaire d'un diplôme universitaire en Éducation. Actrice de la société civile depuis plus de 30 ans, elle est co-fondatrice du collectif « Pro-Femmes Twese Hamwe » dont elle est la Présidente depuis Novembre 2011. Pro-Femmes Twese Hamwe est une organisation reconnue et de longue expérience en plaidoyer pour la promotion de l'égalité du genre, la lutte contre les violences basées sur le genre et l'éducation à la paix. Jeanne d'Arc est également la vice-présidente du Gender Monitoring Office, une agence gouvernementale, chargée d'évaluer l'intégration de l'approche genre dans les institutions publiques, privées et de la société civile.



Dr. Jean Damascène BIZIMANA | Secrétaire Exécutif de la Commission Nationale de Lutte contre le Génocide (CNLG)

Dr. Jean Damascène Bizimana, est Secrétaire Exécutif de la Commission Nationale de Lutte contre le Génocide (CNLG) depuis mars 2015. Avant cette fonction, Dr Bizimana était Sénateur au Parlement du Rwanda et présidait la Commission des Affaires étrangères, Coopération et Sécurité. Il est également chercheur et auteur d'ouvrages et articles scientifiques dans le domaine de la mémoire et de la justice pénale et transitionnelle post- génocide.

Quelques initiatives innovantes du Rwanda



Aux lendemains du Génocide perpétré contre les Tutsi, le Rwanda était confronté à de nombreux défis tant politiques que socioéconomiques. Cette tragique situation exigea des solutions tirées d'une approche radicalement différente de la façon habituelle de faire les choses. Le Rwanda s'est engagé sur un parcours de transformation fondé sur une confiance en ses traditions et valeurs, par lesquelles il a pu façonner des initiatives endogènes qui mettaient le citoyen au centre de toute décision préalable.

27 ans plus tard, des programmes de protection sociale tels que Ubudehe (actions collectives contre la pauvreté) et Girinka (une vache par famille pauvre) ont permis à sortir plus d'un million de Rwandais de l'extrême pauvreté. En outre, les contrats de performance Imihigo continuent d'assurer une prise de responsabilité et une transparence accrue de la part des dirigeants, notamment en matière de planification, de suivi et d'évaluation.

Le Rwanda ne s'est cependant pas seulement contenté de créer des initiatives endogènes, mais a également compris qu'il fallait aussi s'inspirer des bonnes pratiques appliquées ailleurs et qui pouvaient être d'un intérêt capital dans sa marche vers son développement socioéconomique, et de les adapter à son contexte et à ses réalités vécues.

Cette approche a permis, entre autres, de mettre en place des agents de santé communautaires, qui ont contribué de façon significative à une réduction de la mortalité maternelle et infantile. Elle a aussi permis la mise en place d'un plan directeur national d'aménagement du territoire qui, entre autres, assure la relocation de citoyens de zones à hauts risques dans différents villages modèles à travers le pays. En outre, elle fut à la base de la création d'Irembo, un portail numérique de prestation de services publics, qui permet déjà d'accéder à près d'une centaine de ceux-ci - avec ou sans internet - tout en réduisant considérablement la corruption et en économisant plus de 25 millions d'heures de travail.

Convaincu par les résultats de cette approche le Rwanda souhaite prendre un rôle plus actif dans la promotion de la Coopération Sud-Sud, ancré dans la conviction que, compte tenu des similitudes entre les pays du Sud (contexte historique, valeurs culturelles, défis de développement, etc.), nos pays peuvent bénéficier d'un échange d'expériences, de connaissances, et de meilleures idées de chacun afin d'en tirer parti pour avancer leur développement mutuel.

Rwanda Coopération a été créé en 2018, avec pour mandat la coordination et la gestion des activités relatives à la Coopération Sud-Sud du Rwanda. Pour ce faire, nous nous chargeons de la coordination et la gestion des visites d'étude et des formations sur l'expertise rwandaise, et apportons un soutien en termes de conseils techniques et de mise en œuvre de projets, aux pays qui souhaitent s'inspirer des initiatives innovantes du Rwanda adaptées à leur contexte.

Nous sommes ravis d'avoir l'occasion de partager le parcours du Rwanda avec vous et d'apprendre les uns des autres, tout en œuvrant à notre développement commun.



Imihigo (Contrats De Performance)

Les contrats de performance communément appelés Imihigo dérivent d'une pratique culturelle ancestrale du Rwanda et qui consistait à s'engager à réaliser entièrement les objectifs individuellement ou collectivement assignés. En 2006, Imihigo ont été relancés sous forme de contrats de performance, pour rendre les institutions publiques plus efficaces et responsables dans leur mise en œuvre des programmes nationaux. Ces contrats servent à accélérer les ambitions du pays et répondre aux attentes du peuple rwandais, inscrites dans les plans stratégiques nationaux tels que la Vision 2050 et la Stratégie nationale de transformation (NST1).

Imihigo précisent les objectifs que les organes publics nationaux et locaux doivent atteindre au cours de l'année à venir, et qui sont ensuite évalués à la fin de l'année fiscale. Les Imihigo pour les districts combinent les priorités nationales et les aspirations au niveau communautaire. Les réformes liées aux Imihigo ont introduit les Imihigo conjoints, par le biais desquels le gouvernement et le secteur privé s'engagent à réaliser un ensemble d'objectifs destinés à avoir un impact accéléré sur le développement socio-économique du pays.



Agents de Santé Communautaires (ASC)

En 2020, le Rwanda comptait 58 286 ASC. Les ASC sont élus au sein de la communauté par les membres du village (Umuudugudu). La communauté élit un homme et une femme chargés de la gestion des cas communautaires, une femme chargée de la santé maternelle appelée Animatrice de Santé Maternelle, et un homme ou une femme chargé(e) de la promotion de la santé.

Les ASC reçoivent une formation dans des centres de santé sur des sujets tels que la nutrition, la prise en charge du paludisme, la prestation de certains services de planification familiale, les soins de santé pour les mères et nouveau-nés, la santé mentale, etc. À la fin de la formation, les ASC sont évalués, et ceux qui réussissent mènent des activités de promotion de la santé dans leurs communautés respectives.

Depuis l'introduction du Programme de Santé Communautaire en 1995, le taux de mortalité maternelle a connu une réduction de 1 071 à 200 pour 100 000 naissances vivantes, tandis que la mortalité infantile a baissé de 107 à 32 pour 1 000 naissances arrivées à terme. Les accouchements en établissement ont augmenté de 45 % à 69 %, et la couverture vaccinale a haussé de 80 % à 90 % (pour la couverture du programme complet de vaccination). Les ASC testent actuellement tous les cas suspects de paludisme avec un test de diagnostic rapide ce qui permet de traiter 91 % des enfants de moins de 5 ans atteints de paludisme dans les 24 heures.



Gestion et utilisation des terres au Rwanda

Le système d'administration foncière au Rwanda est basé sur un système cadastral réformé, y compris la cartographie foncière, l'enregistrement de toutes les données foncières et les titres fonciers. Le système d'administration foncière se concentre sur trois concepts : les titres fonciers basés sur des baux à long terme, la valeur des terres et l'utilisation des terres.

Une composante majeure des efforts de gestion foncière au Rwanda est le Système d'information sur l'administration foncière (LAIS). Cet outil d'enregistrement foncier en ligne a été introduit comme un moyen de traiter les transactions foncières d'une manière numérique et de créer un processus d'enregistrement foncier plus efficace, rentable, rapide et transparent. Une composante spatiale (SIG) du LAIS sera bientôt intégrée au système.

Le système d'administration foncière a contribué à la réduction de la pauvreté à travers l'accès et la sécurité des droits fonciers en particulier pour les groupes vulnérables, ainsi que la croissance économique et la durabilité à travers les liens entre la propriété foncière et les incitations à l'investissement et l'émergence de sains systèmes financiers dépendant des garanties. Grâce à ce système, le développement de villes secondaires en tant que pôles de croissance démographique et économique est en cours, et six villes ont déjà été sélectionnées pour promouvoir le développement urbain en dehors de Kigali : Rubavu, Musanze, Huye, Rusizi, Nyagatare, et Muhanga.

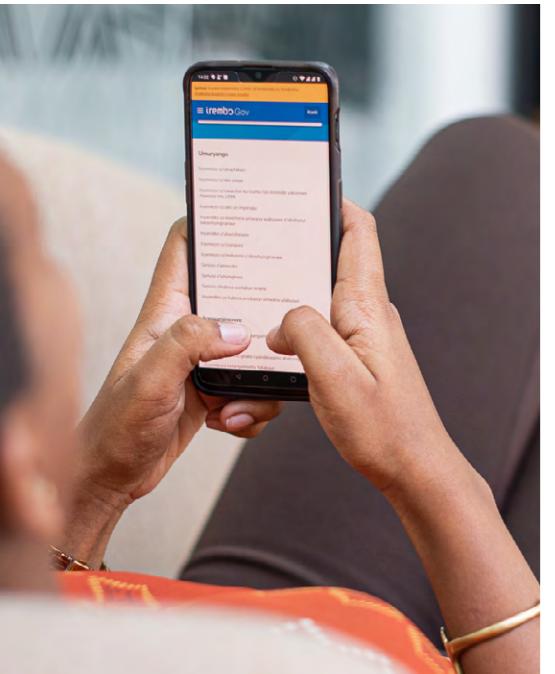


Ubudehe

Dans sa forme moderne, Ubudehe est un instrument de lutte contre la pauvreté, réintroduit en 2001 comme un moyen de renforcer les processus démocratiques par la mise en place de mécanismes participatifs de résolution des problèmes. Ubudehe a pour objectifs, entre autres, d'aider les gens à classifier les niveaux et les types de pauvreté dans leur communauté de manière à parvenir à une compréhension commune de cette classification, d'aider les communautés à définir leurs priorités de développement et des stratégies de réduction de la pauvreté les plus efficaces, ainsi que d'aider les communautés à trouver les moyens de financer leurs projets de développement.

Ubudehe est hautement décentralisé et exécuté au niveau du village par les autorités locales. Des comités Ubudehe sont créés au niveau de chaque unité administrative. Dès qu'un projet a été décidé au niveau communautaire, il est validé par le district. Les fonds sont transférés au niveau du secteur qui distribue l'argent sur le compte bancaire Ubudehe du village. Le comité Ubudehe du village est ensuite chargé d'accéder aux fonds et de les distribuer aux fournisseurs.

Le programme Ubudehe a été, et continue d'être, un contributeur majeur à la réduction globale de la pauvreté au Rwanda, où l'extrême pauvreté a diminué de 24% à 16% entre 2010/2011 et 2016/2017, et le taux de pauvreté général de 45% en 2010/2011 à 38% en 2016/2017. Grâce au programme Ubudehe, 89 937 projets communautaires ont été financés ainsi que 94 322 projets de ménages, pour un montant total de 44 408 541 122 Rwf. Cependant, Ubudehe a eu plus qu'un impact économique : il a impacté l'accès à la santé, à l'éducation et au logement, ainsi que l'amélioration de la nutrition, de la cohésion sociale et de l'auto-gouvernance.



IREMBO

Irembo (mot kinyarwanda synonyme d'ouverture et d'accès) est un portail numérique de prestation de services publics. Il a été lancé par le gouvernement du Rwanda pour améliorer la prestation des services de l'état aux citoyens et aux entreprises. Son rôle est de fournir en ligne les services publics avec facilité, efficacité et fiabilité.

Irembo a travaillé avec la plupart des institutions publiques dont les services sont très sollicités par les citoyens, pour concevoir de meilleures façons de fournir leurs services. Les services Irembo sont facilement accessibles avec des ordinateurs ou des appareils portables (téléphones...) via Internet ou un code USSD. Les agents Irembo à travers le pays aident les citoyens n'ayant pas accès à ces appareils à toujours avoir accès à ces services en ligne.

Depuis son lancement en 2013, Irembo a traité plus de 13 millions de demandes de services par les citoyens, créé plus de 4 000 emplois, économisé plus de 30 millions d'heures de travail, et facilite la transaction numérique de 80% des paiements dûs à l'état.



Programme Vision 2020 Umurenge

La première stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté (EDPRS I, 2007-2012) fait de la protection sociale un objectif fondamental et du programme Vision Umurenge (VUP) un programme phare. Le VUP a été conçu en réponse aux résultats insuffisants enregistrés dans la lutte contre la pauvreté sur la période pré-2007. Il a été lancé à la mi-2008 dans 30 secteurs, et est aujourd'hui opérationnel dans tous les districts du pays.

L'objectif du VUP est de contribuer à l'éradication de l'extrême pauvreté et de la malnutrition, et à la transformation socio-économique. Le VUP aspire, entre autres, à augmenter les revenus et la sécurité alimentaire des ménages extrêmement pauvres, augmenter les actifs financiers et physiques des ménages pauvres et vulnérables, et accroître l'accès aux activités financières et génératrices de revenus et aux activités de renforcement des compétences.

Les volets du VUP sur la base de la catégorisation Ubudehe de 2015 incluent le soutien direct, les travaux publics élargis, les travaux publics classiques, les transferts d'actifs, le développement des compétences, le programme de microcrédit, ainsi que le soutien direct sensible à la nutrition.



ITORERO

Itorero vise à promouvoir un programme d'éducation civique basé sur les valeurs patriotiques. Itorero a pour objectif, entre autres, de former les Rwandais à mieux comprendre leurs valeurs communes, et à être de citoyens actifs et patriotes qui contribuent activement au développement national. Itorero a aussi pour objectif de former les Rwandais à embrasser une culture du volontariat par le biais du service national.

Les activités principales d'itorero consistent en une série de sessions de formation qui comprennent des leçons sur l'histoire et la culture du Rwanda ainsi que des activités physiques. Elles consistent aussi à éduquer les Rwandais sur les valeurs culturelles positives, perdues pendant la colonisation. Au cours des sessions Itorero, les formations sont adaptées aux besoins spécifiques des participants.

Itorero complète les autres programmes et politiques du gouvernement, en contribuant à renforcer les éléments intangibles qui font fonctionner ces programmes, tels que le sentiment d'appartenance et le sens de la responsabilité civique et de la reddition de comptes. De 2007 à 2017, plus de 1700 000 personnes provenant d'institutions publiques et privées ont été formées dans le cadre d'itorero.



ABUNZI

Traditionnellement, Abunzi étaient des personnes connues au sein de leur communauté pour leur intégrité personnelle. Elles étaient sollicitées pour intervenir en cas de conflit et à rétablir l'harmonie au sein de la communauté concernée, et étaient connues pour leur capacité à résoudre les problèmes sans aliéner l'une ou l'autre des parties.

Le système Abunzi contemporain combine des méthodes traditionnelles et modernes de résolution des conflits. La réintroduction de ce système en 2004 a été motivée par le désir de réduire l'arriéré judiciaire et de décentraliser la justice. L'objectif était de rendre cette dernière plus abordable et accessible aux citoyens cherchant à résoudre des conflits sans avoir à payer de frais de justice. Abunzi sont pleinement intégrés au système judiciaire rwandais.

Abunzi opèrent au niveau de la Cellule (au premier degré), le secteur étant le niveau d'appel. Pour chaque affaire traitée, Abunzi sont en premier lieu tenus de réconcilier les deux parties. Si cela s'avère impossible, ils rendent une décision conformément aux lois et aux pratiques coutumières locales. Si les médiateurs parviennent à réconcilier les parties, l'affaire s'arrête là.

Le système Abunzi a permis de réduire le temps passé à la résolution de litiges, le coût des procès et l'atténuation des conflits entre les parties au litige. Le coût par rapport aux tribunaux ordinaires est largement considéré comme un avantage clé du système Abunzi. Par exemple, le coût moyen de chaque affaire réglée par Abunzi en février 2013 était en moyenne de 20 700 RWF, soit environ 32 USD, alors que dans les tribunaux ordinaires, le coût par affaire est en moyenne de 280 738 RWF ou 446 USD. Le système Abunzi contribue aussi à renforcer la cohésion sociale.



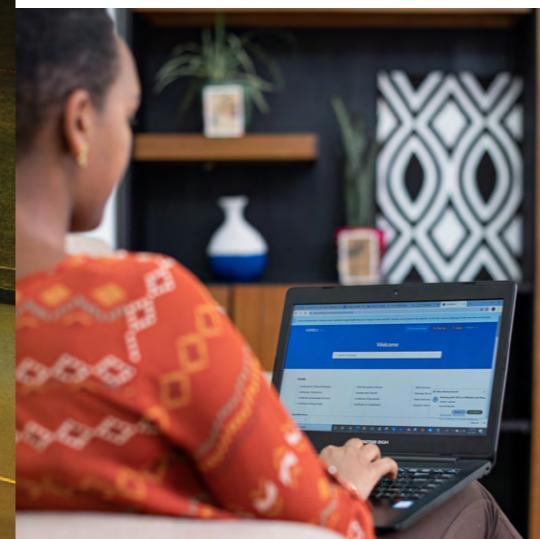
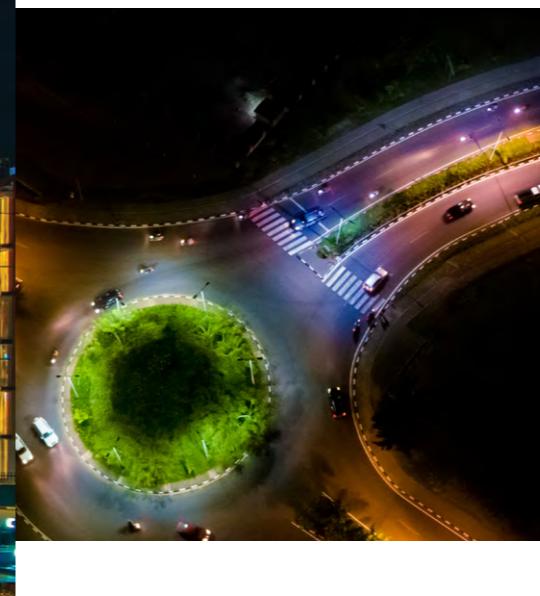
GACACA

La Gacaca contemporaine reproduit un système de justice communautaire de proximité ayant pour finalité la restauration du lien social, par lequel les palabres et différents entre communautés étaient tranchées par des sages élus par ces derniers.

Les tribunaux Gacaca, qui ont fonctionné de juin 2002 à juin 2012, ont le mérite d'avoir établi les bases de la paix, de la réconciliation et de l'unité au Rwanda. L'objectif de Gacaca était de réconcilier les Rwandais par un processus de justice participative. Les membres de chaque communauté devaient assumer tous les rôles clés, en tant que procureurs, juges et témoins.

Au total, 1 958 634 affaires liées au génocide ont été jugées par les Gacaca, sur une période de dix ans. Par contraste, on estime qu'il aurait fallu 100 ans aux tribunaux classiques pour juger toutes les affaires de génocide.

VISITES DE SITES



District de Musanze: Village modèle de Kinigi

Le village modèle de Kinigi est situé dans le District de Musanze, Province du Nord, à 1h30 de Kigali. Le village modèle a été inauguré et mis à la disposition de la population locale à l'occasion de la célébration du 27ème anniversaire de la Libération du Rwanda. Le village modèle de Kinigi comprend 6 immeubles abritant 144 familles, le Groupe Scolaire de Kampanga, un Centre de développement de l'Enfance, le Centre de santé de Kinigi et autres infrastructures d'aide sociale. Le village dispose aussi entre autres d'un système d'approvisionnement en eau, de routes d'accès, d'électricité et de nombreux espaces verts.

District de Gasabo: Volet travaux publics VUP & Agents de Santé Communautaire (ASC)

Gasabo est l'un des trois districts de la Ville de Kigali. Par des témoignages des autorités locales en charge du programme VUP, les participants auront une vision globale du mode de fonctionnement du « Vision Umurenge Program », l'un programmes phares du Gouvernement du Rwanda. A Gasabo, en échangeant de vive voix avec les agents de santé communautaire, les participants obtiendront des informations de première main sur les opportunités offertes par le dispositif ASC.

E-services: District de Kicukiro

Kicukiro est l'un des 3 districts de la Ville de Kigali. A Kicukiro, les participants visitent les services IREMBO, le Programme SMART NKUNGANIRE de gestion de la chaîne d'approvisionnement, la Mutuelle de Santé , les servies de l'Etat Civil et les services du Permis de bâtrir.